

PLAINTÉ CONTRE MOHAMED BENCHICOU

Comment contester ce qu'on ne connaît pas

L'«Association protection activité commerciale» (sic) a déposé une plainte devant le tribunal de Bir Mourad Raïs – dont on interrogera la compétence «rationae loci» (relative au lieu) – contre «M. Benchicou» (qui n'est pas M. Benchicou) «suite à la publication de la pièce théâtrale sous le titre Mensonge de Dieu (Kedhbat Arrab)» (re-sic), étant entendu que le roman intitulé Le mensonge de Dieu n'est pas une pièce de théâtre et qu'il n'a pas encore fait l'objet d'une traduction en arabe.

La motivation de cette plainte est l'atteinte que porterait cette publication à «la sensibilité du peuple algérien et à la grandeur du Tout-Puissant Allah».

Ainsi, une association dont l'objet semble être, si l'on en croit son intitulé, la «protection de l'activité commerciale», s'érige en gardienne vigilante de «la sensibilité du peuple algérien et de la grandeur du Tout-Puissant Allah» et, in limine litis, comme dirait le juriste puisque le juge va travailler sur le droit et uniquement sur le droit, on se demande bien pourquoi.

Cependant, avant d'aborder cette question, somme toute secondaire, il est intéressant de noter que l'ouvrage de Mohamed Benchicou, dont l'impression de la première édition a été achevée en juin 2011 (il y a un peu plus d'un mois), connaît un retentissement littéraire certainement inégalé en Algérie dans la mesure où cette première édition (2 000 exemplaires, semble-t-il) est d'ores et déjà épuisée, et que la seconde est en cours de réalisation ; ce qui précède ne saurait, naturellement, être sans signification quant à ce que l'association plaignante qualifie de «sensibilité du peuple» qui dans la réalité manifeste, outre une immen-

se «faim» de lecture, un intérêt culturel et artistique à la mesure des frustrations imposées par ceux qui croient pouvoir faire le départ entre ce qui peut être lu et ce qui ne doit pas l'être. Ce qui précède est, indubitablement, la seule vraie question si l'on considère que la sensibilité du peuple doit être mise en débat et que cela relève d'une «actio popularis», c'est-à-dire ouverte à tous et à chacun, chargé de la sauvegarde des valeurs du peuple.

Cependant, il est permis de penser que le peuple en tant que tel, s'il en avait la capacité juridique – ce qui n'est pas la cas –, pourrait demander des comptes à ceux qui entendent parler en son nom et exiger, devant l'autorité compétente – elle n'existe pas –, que l'on cesse de parler en son nom et de déformer grossièrement sa pensée : en d'autres termes et de façon tout à fait légère demander «qu'on lui foute la paix».

Cela dit, il faut raison garder et considérer qu'une action judiciaire est une chose trop sérieuse pour être confiée à ceux qui croient détenir la vérité absolue puisque, par hypothèse, le débat est ouvert et que toute action doit être conduite par une personne juridique qui a qualité et intérêt pour agir sur la base d'une argumentation juridiquement construite. Qualité et intérêt pour agir, argumentation juridiquement construite ; telles sont les deux points que tente d'aborder cette modeste contribution.

Qualité et intérêt pour agir

Il apparaît évident qu'une association dotée de la personnalité juridique a pleine capacité pour agir dans le cadre de l'objet défini dans ses statuts qui en précise l'étendue

et les limites ; ainsi, l'association, personne juridique dont l'existence et les capacités d'action sont voués à la réalisation de l'objet précisé dans les statuts, ne saurait ignorer celui-ci ni le dépasser outrageusement en s'occupant de ce qui lui est totalement étranger ; cela relève du bon sens le plus élémentaire et constitue une obligation juridique incontournable. Nul ne peut engager une action judiciaire s'il n'a qualité et intérêt pour agir. Le Code de procédures civile et administrative (25/2/2008) dispose en son article 13 qui ouvre le livre premier consacré aux dispositions communes à toutes les juridictions :

«Nul ne peut ester en justice s'il n'a intérêt réel ou éventuel prévu par la loi.

Le juge relève d'office le défaut de qualité du demandeur ou du défendeur...».

Ainsi et pour user d'un «raccourci» souvent utilisé : pas d'intérêt, pas d'action. S'agissant de la question qui nous occupe, la question se pose de savoir quel est l'intérêt d'une personne juridique telle qu'une association dont l'objet est l'activité commerciale pour s'ériger en défenseur de la sensibilité du peuple – en vérité, si complexe et rebelle à toute simplification et appropriation – et de la grandeur du Tout-Puissant Allah (sic). Un commerçant est voué à la réalisation d'actes de commerce généralement destinés à lui procurer un bénéfice licite ; c'est déjà un domaine d'action tout à fait considérable pour tout citoyen responsable concerné qui s'en préoccupe réellement. Dès lors, l'observateur a beaucoup de difficultés à comprendre la démarche du commerçant qui se préoccupe de la sensibilité du peuple – qui ne lui a rien demandé –, ainsi que l'intérêt (au

sens juridique, fondement de la qualité pour agir devant le juge) qu'il entend affirmer ; quel est l'intérêt pour agir du commerçant pour fonder la contestation d'une œuvre littéraire ?

Quel est le préjudice subi par un plaignant, dont l'unique qualité est de réaliser des actes de commerce, qui évoque la publication d'un livre qui exprime une pensée condamnable parce que différente de la sienne ?

Argumentation juridique

Quoi qu'il en soit et au-delà de ces considérations qui ne manquent pas d'intérêt et qui, à elles seules, détruisent une prétention qui évoque des dérives dangereuses, il semble nécessaire de s'arrêter un temps sur le fondement de l'action de l'association contre une création littéraire et son auteur.

Naturellement, aucune argumentation n'apparaît pour fonder une telle prétention, hors d'affirmations péremptoires et considérées par le plaignant comme tellement incontestables qu'elles n'ont besoin d'aucun argumentaire. La recherche, qui en vérité relève de la quadrature du cercle, nous conduit à penser à la Constitution algérienne, si malmenée par ceux qui en sont les gardiens. S'agit-il de l'article 2 de la Constitution qui précise que l'islam est la religion de l'Etat ?

Si, d'aventure, tel était le cas, le citoyen aura beaucoup de mal à saisir l'atteinte dont l'œuvre mise en cause serait coupable.

Et pourquoi ne pas retenir l'article 36 de la Constitution qui évoque l'inviolabilité de la liberté de conscience et la liberté d'opinion ou encore l'article 38 qui précise que la liberté de création intellectuelle, artistique et scientifique est garan-

Par Moncef Benouniche, citoyen démocrate

tie aux citoyens, lesquels sont égaux devant la loi sans que puissent prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance (et l'enfant naturel ?), de race, de sexe (et le code de la famille ?) d'opinion ou toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale. (article 29 de la Constitution).

En vérité, le débat semble vain et inutilement épuisant parce que impossible avec le détenteur de la vérité. Nul doute qu'une pensée proposée au public est soumise, par hypothèse, à la critique et à la réflexion ; la condition élémentaire de celles-ci est la lecture de l'œuvre contestée ; si un tel exercice indispensable n'est pas réalisé comme cela semble être le cas, il convient d'affirmer que la meilleure activité du commerçant – celle qu'il est censé maîtriser en tous cas – est d'effectuer licitement des actes de commerce à l'exclusion de tout autre chose. Au-delà de l'accablant que peut générer ce qui précède, il faut tenter une ouverture pour une profonde respiration salvatrice.

Et pour cela, rien ne vaut l'écoute de la musique et tout spécialement celle du chœur des esclaves de «Nabucco», l'opéra de Verdi, qui chante le «Va pensiero...» pour pleurer la patrie si belle et perdue et demander à la pensée d'aller partout où cela est possible.

«Va pensée, sur tes ailes dorées

Va, pose-toi sur les pentes, sur les collines... »

Sans elle, partout et tout le temps, aucun vivre ensemble ne peut se dessiner ; avec elle, tout est permis.

M. B.

Lettre à M. Zitouni Tayeb, maire d'Alger-centre

Monsieur,

Maintenant que le délai de recours des demandeurs du logement social a expiré et que l'on ne peut objectivement m'accuser d'instigation à l'émeute et aux troubles sociaux, ou d'être resté en embuscade pour surfer politiquement sur les souffrances réelles d'une partie de mes concitoyens, je tiens à clarifier la position de l' élu du RCD que je suis dans le dossier du logement social. Vous avez installé une commission dite «du logement» au mois de mai 2010 pour étudier et sélectionner sur la base de critères légaux et prioritaires les dossiers des demandeurs de logement dont ceux du LSP. En dehors de la réunion d'installation à laquelle j'ai pris part, je me suis abstenu de participer à ses travaux et de les cautionner, pour les raisons que j'ai évoquées alors comme suit :

1. Absence d'un texte juridique servant de base aux travaux de cette commission.
2. Inexistence d'une délibération ou d'un arrêté communal donnant à cette commission un caractère conforme au code communal.
3. Défaut de règlement intérieur régissant les rapports entre les membres de la commission.
4. Faute, enfin, de procès-verbaux sanctionnant les travaux de cette dernière.

Cette commission devait prolonger ses

travaux, n'était l'injonction, émanant de l'autorité hiérarchique, de distribuer le logement social avant le 1^{er} juillet dernier. Le cafouillage qui s'en est suivi dès lors est à ce titre exemplaire dans les annales de la politique locale. Au lieu d'apporter les correctifs nécessaires à un tel état de fait, conformément au code communal, vous avez persisté dans l'attitude familière à la majorité politique au sein de l'assemblée : la fuite en avant.

Par ailleurs, vous évoquez, à travers les journaux, la société civile d'Alger-Centre : des citoyens organisés en comités de quartier. Cela nous conduit à poser les questions suivantes : en quoi les comités de quartier sont-ils concernés par le logement social ? De quelles prérogatives disposent-ils ? Quelle est leur représentativité réelle ? Sont-ils au moins agréés pour être consultés ? Peuvent-ils, enfin, constituer une alternative au corps politique et à l'administration, lesquels représentent respectivement le peuple et l'autorité qui en émane ? J'estime, pour ma part, que la thèse qui veut accréditer l'idée que le logement social est une affaire de comités de quartier et de la société civile ne saurait être qu'une aberration, elle-même porteuse de graves dangers. À ce titre d'ailleurs, l'on se demande pourquoi deux vice-présidents d'APC se sont entretenus avec lesdits «présidents de

comités de quartier» quelques jours avant la publication des listes de bénéficiaires, poussant ainsi un membre de la commission à démissionner ? Et, d'autre part, dans quel cadre et par quelle commission ont été distribués les logements sociaux des tours de Aïn-Naâdja pour l'exemple ? Et les locaux de Saoula ?

Les conséquences résultant de la gestion déplorable de ce dossier n'ont pas tardé à voir le jour. Dans certains quartiers d'Alger-centre, la discorde a fait son apparition. Amis et voisins en sont arrivés à l'insulte et la menace, les demandeurs de logement ayant vite compris que les comités de quartier jouaient un rôle décisif et de dernière minute dans l'élaboration des listes des bénéficiaires ?

Autre signe d'un clientélisme habituel qui n'échappe pas à l'attention : la plupart des présidents «de comité de quartier» sinon leur(s) proche(s) auraient eux-mêmes bénéficié de ces distributions de logements.

Certains journaux, sans prendre la peine de vérifier au préalable les tenants et les aboutissants de cette opération, se sont malheureusement empressés de l'encenser, ignorant sans doute le nombre de recours qu'elle a suscités aussitôt au niveau de la circonscription administrative de Sidi M'hamed en particulier. Les comités de quartier, le Co ville et une certaine société

civile reviennent comme un leitmotiv dans votre discours, qui ne manque d'ailleurs pas de pertinence publicitaire. Cette gestion participative serait donc de la «démocratie locale», un exemple à suivre, laisse-t-on entendre, pour les autres municipalités de la capitale. J'affirme qu'à l'échelle de la commune, la volonté de contrôler l'espace politique et civique par l'actuelle majorité aux commandes est une constante.

Une posture politique très éloignée du partenariat vraiment démocratique qui voudrait associer à la prise de décision une société civile réellement représentative des différents courants qui la composent.

La démocratie n'est pas le huis clos, sinon comment expliquer que la plénière reste fermée au public depuis 15 ans ! C'est un minimum que votre majorité n'a pas su habiliter dans l'espace politique local. Et pour finir, la démocratie ne tolère ni manœuvre souterraine ni clientélisme. Elle exige une parfaite transparence, ce à quoi l'APC d'Alger-Centre, mue, apparemment, par les seuls intérêts partisans tourne toujours le dos à cette exigence aux dépens de la clarté, du bon sens et de la justice sociale.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Dr Belmeki Salah, élu RCD. Alger-centre